

TROPHÉES DE LA PARTICIPATION & DE LA CONCERTATION

LIVRET DES PARTICIPANTS



EDITION 2018

#TPC18

SOMMAIRE

Organisateurs, partenaires et soutiens de la cérémonie

Co-présidence des Trophées de la participation & de la concertation 2018

Membres du jury

Programme

Les intervenants de la table ronde

Lauréats récompensés par &&&&

Lauréats récompensés par &&&

Les organisateurs



Depuis 12 ans, Décider ensemble réunit les acteurs de la société française animés par la volonté de promouvoir une culture de la décision partagée. Le think-tank est un lieu d'échanges et de professionnalisation sur les thématiques de la participation, de la concertation et du dialogue parties prenantes. En tant que laboratoire d'idées, il assure une mission de propositions et d'analyse sur les méthodes et pratiques de concertation mises en œuvre en France. Sa gouvernance s'appuie sur Bertrand PANCHER, député de la Meuse et Matthieu ORPHELIN, député du Maine-et-Loire, des représentants d'entreprises, d'ONG, des collectivités et des syndicats.



La Gazette des communes, des départements et des régions est un magazine hebdomadaire français publié par le Groupe Moniteur. Le magazine est doublé d'un site Internet dédié aux fonctionnaires territoriaux et donnant accès à toute l'actualité de la fonction publique territoriale et des collectivités locales (recrutement, carrières, textes officiels, dossiers juridiques, etc.)

Les partenaires



La Commission nationale du débat public (CNDP) est une autorité administrative indépendante dont la mission est d'informer les citoyens et de faire en sorte que leur point de vue soit pris en compte dans le processus de décision : « Vous donner la parole et la faire entendre ». Depuis plus de 10 ans, la CNDP multiplie les actions pour que l'avis des citoyens et leurs arguments soient entendus et relayés. Elle agit pour que leurs questions ne restent pas sans réponse et que leur opinion puisse être exprimée et prise en compte de manière concrète.



Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal distributeur de gaz naturel en France et en Europe. C'est une filiale à 100 % de Engie. C'est une société française de distribution de gaz fondée le 1er janvier 2008. GRDF reprend les activités préalablement assurées par EDF Gaz de France Distribution, qui opérait en tant que direction de GDF SA dotée d'une indépendance de gestion.



GRTgaz construit, entretient et développe 85% du réseau de transport de gaz naturel à haute pression sur le territoire national. Avec 32 000 km de canalisations et 27 stations de compression, GRTgaz achemine le gaz naturel pour alimenter près de 4500 points de consommation (distributions publiques, clients industriels, centrale de production d'électricité, etc.). Aux côtés des territoires et de l'industrie, GRTgaz assure une mission de service public pour garantir la continuité et la sécurité d'alimentation des consommateurs. Dans un esprit d'ouverture et de dialogue, GRTgaz met son expertise et ses installations au service de la construction d'un système énergétique plus décentralisé et plus décarboné.



SNCF Réseau est devenu en janvier 2015 le gestionnaire du réseau ferroviaire français. Né de la fusion de Réseau Ferré de France (RFF), SNCF Infra et de la Direction de la Circulation Ferroviaire (DCF), il a pour mission de permettre l'accès au réseau ferré national, le moderniser, développer les projets d'investissement et gérer les circulations. Depuis plus de 15 ans, RFF, et aujourd'hui SNCF Réseau, attache une grande importance à développer la concertation avec les acteurs et la participation du public dans l'élaboration de ses projets et opérations ferroviaires. A ce titre, une charte nationale pour la conduite de la concertation a été adoptée en 2011 afin de garantir la qualité des concertations menées.



Partout dans le monde SUEZ apporte à ses clients (collectivités, industriels, consommateurs) des solutions concrètes pour faire face aux nouveaux enjeux de la gestion de la ressource. SUEZ alimente 92 millions de personnes en eau potable, 65 millions en services d'assainissement, assure la collecte des déchets de près de 50 millions de personnes, valorise 14 millions de tonnes de déchets par an et produit 5 138 GWh d'énergie locale et renouvelable. Avec 80 990 collaborateurs, SUEZ présent sur les cinq continents est un acteur clé de l'économie circulaire pour la gestion durable des ressources. Depuis plus de 10 ans, SUEZ fait du dialogue entre tous les acteurs concernés, une véritable boussole pour assurer le développement durable du Groupe.

Les soutiens



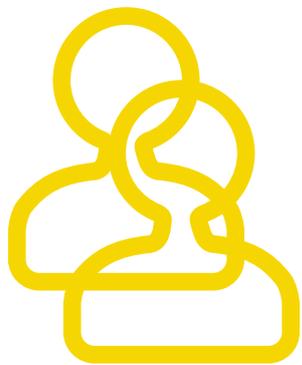
La Banque des territoires constitue un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Le Groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles. La Caisse des dépôts et consignations est un investisseur de long terme et contribue, dans le respect de ses intérêts patrimoniaux, au développement des entreprises.



Le Groupement d'intérêt scientifique participation du public, décision, démocratie participative, présidé par le CNRS, a pour objet de développer la recherche sur la participation du public aux processus décisionnels et la démocratie participative (voir la convention de renouvellement), en permettant notamment la coordination, l'échange et la mutualisation des travaux que chacun des Partenaires et Laboratoires associés entreprend.



Forte de 45 ans d'expérience, la Fondation de France est le premier réseau de philanthropie en France. Il réunit fondateurs, donateurs, experts bénévoles, salariés et des milliers d'associations, tous engagés et portés par la volonté d'agir.



LA CO-PRÉSIDENTENCE

Chantal JOUANNO



Après avoir intégré le cabinet du ministre de l'Intérieur en 2003, Chantal JOUANNO occupe le poste de conseillère pour le développement durable, chargée notamment de suivre le Grenelle de l'environnement, à l'Élysée entre mai 2007 et février 2008. Nommée présidente de l'Ademe en février 2008, elle est devenue secrétaire d'État à l'Écologie en mai 2009 puis ministre des Sports en 2010. Elle est élue sénatrice de Paris en 2011 et a occupé à partir de 2015 la fonction de vice-présidente en charge de l'environnement et de l'aménagement du territoire de la région Île-de-France. En mars 2018, elle a été nommée présidente de la CNDP sur proposition de Nicolas HULOT.

Laurence MONNOYER-SMITH



Titulaire d'un doctorat en Sciences de l'information et de la communication et d'une habilitation à diriger des recherches portant sur les "Voies de l'expression citoyenne dans les sociétés modernes", Laurence Monnoyer-Smith devient en 2013 Vice-présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP) et contribue activement à développer les outils de démocratie représentative et participative. En 2015, elle est nommée en conseil des ministres, déléguée interministérielle et commissaire générale au Développement durable au commissariat général au Développement durable, au sein du ministère de la Transition écologique et solidaire.

LES MEMBRES DU JURY

Apolline Prêtre



Responsable Politiques
de l'eau à l'Assemblée
des Communautés de
France (AdCF)

Brigitte Menguy



Cheffe de rubrique à la
Gazette des Communes

Clément Mabi



Maître de conférence en
Science de l'information et
de la communication et
chercheur à l'université de
technologie de Compiègne
(UTC)

Patrice Carré



Président du Conseil
scientifique de Décider
ensemble

LE PROGRAMME

DISCOURS D'OUVERTURE

Emmanuelle WARGON, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire

PRÉSENTATION DES TROPHÉES DE LA PARTICIPATION & DE LA CONCERTATION

Bertrand PANCHER, député de la Meuse et président de Décider ensemble

RETOUR SUR LES DOSSIERS 2018

Chantal JOUANNO, présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP)

PITCH LAURÉATS "&&&&"

TABLE-RONDE : "QUELLE PARTICIPATION DANS LES TERRITOIRES EN 2018 ?"

modérée par **Patrice CARRÉ**, président du conseil scientifique de Décider ensemble

- **Marc BERTHOD**, directeur de la communication et du dialogue territorial, SNCF Réseau
- **Catherine LEBOUL-PROUST**, directrice de la stratégie, GrDF
- **Catherine BRUN**, secrétaire générale, responsable du domaine stratégie affaires publiques et territoires GRT Gaz
- **Joannie LECLERC**, responsable dialogue et gouvernance, Suez
- **Cédric VERPEAUX**, responsable des programmes d'investissement innovants et territoriaux, Banque des Territoires

REMISE DES TROPHÉES LAURÉATS "&&&&"

COCKTAIL DÎNATOIRE AU SALON DES AIGLES

LES INTERVENANTS DE LA TABLE RONDE



Marc BERTHOD
Directeur de la communication
et du dialogue territorial
SNCF Réseau



Catherine BRUN
Secrétaire Générale et
directrice Commerciale en
charge du développement
GRTgaz



**Catherine
LEBOUL-PROUST**
Directrice de la stratégie
GrDF



Joannie LECLERC
Responsable Dialogue et
Gouvernance
Suez



Cédric VERPEAUX
Responsable des programmes
d'investissement innovants et
territoriaux
Banque des Territoires

Lauréats "&&&&"



EDITION 2018

#TPC18

LA CONCERTATION CITOYENNE POUR L'AMÉLIORATION DE LA MIXITÉ SOCIALE DANS LES COLLÈGES



Conseil
départemental
Haute-Garonne

DÉMARCHE

Avec plus d'1,3 million d'habitants, le conseil départemental de Haute-Garonne rassemble 587 communes dont la métropole de Toulouse.

Constatant un déséquilibre de la répartition sociologique des élèves et l'existence d'une disparité de la réussite scolaire entre les 117 collèges de l'agglomération toulousaine, la collectivité a souhaité mettre en place un processus de concertation.



OBJECTIFS

- Faire émerger une prise de conscience de la ségrégation sociale existante dans l'agglomération de Toulouse
- Partager, comprendre et connaître la réalité des établissements scolaires de l'agglomération toulousaine
- Proposer et trouver des solutions efficaces pour remédier aux situations constatées lors des concertations



PUBLIC TOUCHÉ

Plus de 1 000 personnes sur quatre mois incluant des représentants d'enseignants, des associations de parents et des organes scolaires.



ÉTAPES DU PROJET

1. Echanges bilatéraux avec les représentants de l'enseignement et les parents pour programmer une feuille de route
2. Premier cycle de trois réunions publiques organisées sur le territoire de Toulouse métropole avec environ 150 personnes par réunion
3. Mise en place de réunions sous forme d'ateliers tables rondes dans cinq collèges classés en zone d'éducation prioritaire renforcée (REP+) avec 40 à 80 participants par réunion
4. Première étape de concertation abandonnée parce que les hypothèses sont inadaptées aux besoins
5. Second cycle de réunion publique avec environ 150 participants
6. Prise en compte des résultats lors de comités
7. Compte-rendu des réunions publiques sur le site du conseil départemental et emailing à tous les suiveurs du projet
8. Création d'outils de communication pour expliquer aux acteurs concernés la mise en oeuvre et l'aboutissement du projet

LE FOCUS

Prendre en compte les résultats pour mieux recommencer

A l'issue du premier cycle de réunions publiques, les parties prenantes ont abandonné les hypothèses de travail initiales car elles étaient inadaptées aux besoins. Le groupe projet a donc retravaillé sa copie pour proposer cette fois-ci des hypothèses plus acceptables et les a portées lors du deuxième cycle de réunions publiques.

SUITE & RÉSULTATS

Après les échanges bilatéraux et les réunions publiques, le projet a été voté par les conseillers départementaux en partenariat avec les services académiques.

Aujourd'hui, des rencontres récurrentes sont organisées pour accompagner la mise en place du dispositif avec les acteurs concernés.



PARLONS ÉNERGIES



DÉMARCHE

Parlons Energies est une démarche inclusive de dialogue interne au groupe EDF attendue par le Comité Exécutif. Portée par une représentation de la diversité de l'entreprise, créant du lien et mixant les populations internes.

Le dispositif de dialogue vise à toucher les 100 000 salariés d'EDF afin de construire le futur mix de production électrique à horizon 2050 à moyen et long terme. Ce dialogue interne est mis en place via des rencontres physiques et des échanges sur une plateforme numérique.

OBJECTIFS

- Mobiliser l'intelligence collective des salariés du groupe EDF dans la construction des perspectives à moyen et long termes et plus particulièrement dans la construction du futur mix de production électrique à horizon 2050
- Répondre au besoin des collaborateurs d'être écoutés, de partager une vision commune et de mieux dialoguer entre les métiers

PUBLIC TOUCHÉ

La démarche était ouverte aux 100 000 salariés d'EDF France (hors Enedis et RTE) parmi lesquels 20 000 se sont mobilisés de manière volontaire et de tous niveaux.

- **9 500 participants** se sont rendus aux sessions physiques (46% cadres, 46% agents de maîtrise et 8% d'employés)
- **400 volontaires** se sont pleinement impliqués



ÉTAPES DU PROJET

1. Un diagnostic interne a montré que les salariés du groupe ont besoin de mieux comprendre la stratégie du groupe EDF
2. Un groupe de travail a imaginé un projet d'écoute des salariés, dans une dynamique ascendante et non descendante
3. Ce projet a reçu l'aval du Comex validé en septembre 2017
4. Phase d'appropriation (janvier - avril) : pour permettre la diffusion des éléments de la vision et le recueil les questionnements, les réserves, les controverses, les idées des salariés du groupe EDF
5. Phase de priorisation (avril - mai) : pour synthétiser les éléments de la phase d'appropriation et écrire une feuille de route permettant de préparer la phase suivante
6. Phase d'approfondissement (juin) : une semaine de travail à Saclay pour approfondir les sujets prioritaires avec des experts et participants volontaires
7. Phase de concrétisation (juin) : pour permettre de finaliser la vision énergétique finale à l'horizon 2050 de la démarche

LE FOCUS

Une diversité d'acteurs mobilisés

161 dialogueurs pour animer les rencontres physiques et la plateforme en ligne

400 volontaires pour essayer Parlons Energies et mobiliser les salariés de manière spontanée

Sessions dupliquées sur 30 villes en France

11 sponsors pour incarner la démarche et répondre aux interrogations des salariés

Garant externe (VP CNDP) pour s'assurer, avec un regard neutre, du bon déroulé des événements

SUITE & RÉSULTATS

La présentation de la vision enrichie et des pistes d'action remontées par les salariés s'est tenue le 25 juin dernier devant le Comex.

Les représentants de ce dernier prendront la décision des actions envisagées en fonction des propositions recueillies tout au long de ce dispositif de dialogue.



CONCEPTION DE L'HABITAT PARTAGÉ DE LESTIAC SUR GARONNE



Habitats des possibles

DÉMARCHE

Habitats des Possibles est une association fondée par des citoyens issus du travail social, de l'habitat et de l'entrepreneuriat social, visant à proposer en ruralité des solutions intermédiaires entre domicile individuel et EHPAD.

Chaque habitant dispose :

- d'un espace privatif pour garder sa liberté et son chez-soi
- d'une diversité d'espaces partagés pour être entouré et s'entraider au quotidien

Dans la commune de Lestiac, le projet d'habitat est conçu dans une démarche participative avec les habitants et les retraités. Ils se rassemblent lors d'ateliers pour définir ensemble les attentes de chacun en termes d'usages.

OBJECTIFS

- Définir les attentes de l'habitat afin d'établir un cahier des charges architectural qui puisse correspondre aux besoins des personnes âgées
- Sensibiliser les retraités à l'anticipation au vieillissement via la conception d'un habitat adapté
- Faire naître un premier noyau d'habitants désireux de vivre dans un habitat partagé
- Poser les bases d'un projet social pour les futurs habitants des lieux



ÉTAPES DU PROJET

1. Une première démarche de consultation, impulsée par les fondateurs de l'association, pour interroger les retraités, médecins, infirmiers, aides à domicile, élus locaux notamment sur leurs attentes du projet
2. Validation et vote du projet à la suite d'une présentation en conseil municipal
3. Une seconde démarche de consultation auprès des partenaires du territoire tels que les acteurs du soin (MDSI, infirmières à domicile, médecins, aide à domicile ADMR) et acteurs institutionnels (MSA : partenaire principal de la démarche de l'Artolie, réunions PACTES, département via Pôle Territorial de Solidarité, etc.)
4. Réunion publique organisée auprès des habitants via un atelier présentant le calendrier de construction et les plans architecturaux de l'habitat partagé dans l'objectif de valider ensemble le projet
5. De mai 2017 à avril 2018, les habitants se rassemblent régulièrement lors d'ateliers pour co-construire, imaginer et décider ensemble de l'organisation des espaces des habitats



PUBLIC TOUCHÉ

Les habitants de la commune de Lestiac (526 habitants) parmi lesquels on compte retraités, acteurs du soin, les agents territoriaux, ou encore les maires de la communauté de communes.

LE FOCUS

Une démarche multipartenariale

Au-delà des habitants directement concernés, Habitats des possibles a intégré l'ensemble des acteurs institutionnels, associatifs et professionnels du monde de la santé et du travail social. Ils ont été consultés sur des sujets précis ou ont contribué à la communication auprès des habitants :

Communes de Lestiac et du territoire pour l'organisation des réunions habitants

CCAS et Service social des communes pour la mise en relation avec les retraités

Fédération des communautés de communes pour la mise en relation des acteurs locaux et financement

A Collectif dans l'accompagnement pour la concertation des habitants

CLIC Rive Droite pour la communication auprès des bénéficiaires

SUITE & RÉSULTATS

L'expérience du projet de Lestiac est dupliquée sur trois autres territoires en adaptant la démarche participative en fonction des spécificités de chacun des sites et du public touché.

A Lestiac, l'ouverture des habitats partagés est prévue en mai 2020.



#JEM : JEUNES EN MÉTROPOLE



Métropole européenne
de Lille

DÉMARCHE

La Métropole européenne de Lille rassemble 90 communes et plus d'1,2 million d'habitants. La MEL désire impliquer les citoyens dans les décisions en développant la participation à travers des réunions publiques, des ateliers participatifs, des concertations préalables, des enquêtes publiques, des grands débats.

En 2016, la MEL et les communes qui la composent ont été lauréates d'un appel à projets en faveur de la jeunesse lancé par le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et porté par l'ANRU, Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Avec son projet "Investir dans les Jeunesses de la Métropole Européenne de Lille", la MEL et les communes concernées ont perçu 5,7 millions d'euros destinés à soutenir le développement de projets structurants pour accompagner les jeunes dans leur parcours d'autonomie et leur insertion professionnelle sur le territoire.

Le projet se décline sur quatre ans avec 32 actions expérimentales réparties en 4 thèmes :

1. Insertion, emploi, mobilisation du monde de l'entreprise ;
2. Mobilité locale et internationale ;
3. Engagement citoyen des jeunes et participation au projet ;
4. Usages numériques.

OBJECTIFS

- Accompagner les jeunes du territoire dans leur insertion sociale et professionnelle
- Apporter une réponse cohérente et pertinente aux difficultés rencontrées par les jeunes du territoire



ÉTAPES DU PROJET

1. Rédaction d'une "**feuille de route**" pour fixer la stratégie et les grandes lignes de la politique jeunesse de la MEL

2. Première phase de concertation (mai à juillet 2017)

- échanges avec les 90 communes de la MEL
- plateforme numérique sur le site

participation.lillemetropole.fr

- ateliers destinés aux jeunes sur l'ensemble du territoire métropolitain

Cette phase a abouti à la production d'un livre vert pour mieux cerner les spécificités de la jeunesse métropolitaine et l'efficacité des actions menées par la MEL.

3. Seconde phase de restitution sous forme d'événement le 29 septembre 2017 intitulé "**Fab'mel**".

Cette soirée d'échanges avec les citoyens a permis de revenir sur la première phase de concertation afin réfléchir plus concrètement aux actions concrètes à mener pour la jeunesse de la MEL.



PUBLIC TOUCHÉ

Les jeunes de la MEL âgés de 16 à 26 ans :

- 114 propositions et 262 contributions lors de la concertation numérique sur le site
- une centaine de jeunes lors de la soirée Fab'mel

LE FOCUS

La Fab'Mel

Le 29 septembre, la MEL a organisé une soirée visant à réunir les jeunes mobilisés au cours de la démarche de concertation. Les élus et les partenaires jeunesse se sont accordés un temps d'échange pour partager leurs expériences et mutualiser leurs idées en faveur de nouvelles actions. Pour ce faire, des animations ludiques ont été instaurées tout au long de la soirée :



Échanges avec les élus lors de tables rondes



Émission de radio en partenariat avec l'ESJ et Radio campus



Rédaction de Bandes-Dessinées



Cabine à "selfies"



Exposition réalisée par des jeunes sur les valeurs de la République



Portraits de jeunes pour un dossier spécial dans le magazine MEL



Réalisation de slams et concert du collectif métropolitain "Pam !"

SUITE & RÉSULTATS

La stratégie jeunesse #JEM vise à repenser l'inclusion du citoyen, notamment des jeunes métropolitains. Fort des réflexions menées dans le cadre de la démarche de concertation pour la stratégie jeunesse, la MEL a mis en place différents processus collaboratifs :

- obtenir un garant public ou associatif pour l'accès au premier logement
- proposer des offres culturelles et sportives plus fréquemment
- faciliter les stages et les apprentissages via un accueil de service civique
- accueillir écoliers, collégiens et enfants de conseils municipaux de jeunes afin de leur faire découvrir le rôle et fonctionnement de la MEL



LAVELANET 2050 : CO-CONSTRUIRE AVEC LES HABITANTS



Ville de Lavelanet

DÉMARCHE

Avec plus de 6 000 habitants, la ville de Lavelanet est située dans le département de l'Ariège en Occitanie.

Suite à une démarche de concertation de la population dans le cadre de « l'étude de reconquête du centre ancien » en 2014, la ville a mis en place le projet de rénovation urbaine dénommé « Lavelanet 2050 ». L'objectif est d'accompagner les habitants et les acteurs locaux dans la mutation du centre ancien pour construire une ville écologique tournée vers l'innovation.

Avec une volonté municipale forte d'impliquer les habitants dans ce projet, la "Maison des projets" a été inaugurée en 2016 pour offrir à la population un lieu d'information, d'échange et de concertation. Cet espace municipal permet l'organisation de la participation des habitants, la conception et mise en œuvre de projets collectifs de développement local et vise plus largement à favoriser les échanges entre habitants et élus.



OBJECTIFS

- Revitaliser le territoire en associant fortement les habitants
- Impliquer les habitants dans l'opération de renouvellement urbain
- Renforcer la cohésion sociale et les relations de voisinage



ÉTAPES DU PROJET

1. En 2014, le projet « Lavelanet 2050 » commence avec une première phase de concertation réalisée par l'association solidarités villes. La municipalité s'est saisie des propositions et du projet.
2. En 2016, la ville met à disposition la « Maison des projets » qui a pour but d'informer les habitants sur les futurs projets et de les faire participer pour le renouvellement de leur ville.
3. Entre novembre 2016 et mars 2017, une série de réunions publiques d'information a été organisée dans différents quartiers de la ville pour aller au plus près des habitants pour les informer sur les projets urbains à venir et présenter la démarche de concertation lancée par la ville.
4. En février 2017, une réunion à destination des banques est organisée à la Mairie afin de leur présenter le projet « Lavelanet 2050 »
5. En mars 2017, la ville a fait intervenir différents partenaires pour valoriser l'expertise d'usage des habitants afin d'établir une culture commune pour préparer la mise en place d'un conseil citoyen.



PUBLIC TOUCHÉ

Habitants de Lavelanet

LE FOCUS

Utiliser des méthodes variées pour établir une culture commune



Café débat : constater les accords et désaccords sur le projet en questionnant des groupes de 4 à 5 personnes



Porteurs de paroles : recueillir les témoignages des passants à partir d'une question affichée sur une place publique



Théâtre forum : jouer des courtes scènes de théâtre sur les points sensibles du projet et de chercher des alternatives, des améliorations



Parcours commenté : demander aux participants de décrire leur perception, d'émettre leurs inquiétudes et de proposer des idées d'aménagements lorsqu'ils découvrent les lieux qui feront l'objet de travaux



Marches exploratoires de femmes : organisée par l'association volonté de femmes pour analyser les faiblesses de l'espace urbain afin de remédier aux éléments vecteurs d'insécurité



Radioscopie d'un quartier par ses habitants : les réalisatrices du média télé buissonnière ont arpenté les ruelles pour recueillir les paroles des habitants et imaginer avec eux des films documentaires qui ont été projetés lors de la journée de restitution

SUITE & RÉSULTATS

Cette initiative a donné un nouveau souffle à la ville en associant étroitement les habitants avec l'ensemble des acteurs locaux autour d'un travail pérenne et régulier pour construire la transition écologique, urbaine et sociétale du territoire. Potagers collectifs, fresque murale, création de circuits urbains ont déjà vu le jour.

Cette transformation de l'image de la ville peut devenir une opportunité pour attirer de nouveaux habitants et une clientèle touristique.



NOTRE OBJET

Depuis 10 ans, Décider ensemble s'attache à réunir les acteurs de la société française pour créer une culture de la décision partagée.

UNE GOUVERNANCE TRANSPARTISANE



Bertrand PANCHER
Libertés et territoires
Député de la Meuse
Président



Matthieu ORPHELIN
LREM
Député du Maine-et-Loire
Vice-président

La gouvernance de Décider ensemble s'appuie sur un conseil scientifique et un bureau composé de représentants d'entreprises, d'ONG et de collectivités locales.

L'équipe de Décider ensemble est composée d'une directrice, d'une chargée de mission, d'une chargée de recherche et une chargée de communication.

PÔLES DE TRAVAIL



THINK TANK

Notes d'enjeux, études, colloques, plaidoyer, etc.



DIFFUSION ET PROMOTION

Trophées de la participation et de la concertation, Rencontres nationales de la participation.



RESSOURCES EN INGÉNIERIE

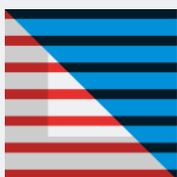
Matinées de questionnement, formations, fiches expériences, etc.



ACTIVITÉS RÉSEAU

Petits-déjeuners, rencontres, afterworks, voyage d'études, etc.

À VOS AGENDAS



RENCONTRES NATIONALES DE LA PARTICIPATION

2020, vers un renouveau de
la démocratie locale ?

Deux jours et demi d'échanges, de débats, de formations pour tous les praticiens de la concertation, de la participation citoyenne et du dialogue entre parties prenantes.

PROCHAINE ÉDITION

Grenoble

11, 12, 13 mars 2019

2017 : Bordeaux - 450 participants

2018 : Lille - 750 participants



La troisième édition des Trophées de la participation et de la concertation est co-organisée par :



En partenariat avec :



Avec le soutien de :

